

# MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N° 3MT-2025-003)

### *Maîtrise d'ouvrage*

Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest

### *Mandataire*

Monsieur le directeur de la Direction Interdépartementale des Routes Nord-Ouest.

### *Représentant du Maître d'ouvrage (RPA)*

M. le Directeur interdépartemental, par délégation de signature de M. le Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, par arrêté n°24-062 du 18/10/2024

### *Objet du marché*

Mission de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de chaussée, de reprise du fil d'eau et au traitement de deux zones d'aquaplaning de l'A28 entre les PR97 et PR59+700 dans le département de la Seine-Maritime (76).

### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : 01 septembre 2025 à 12h00 (heure locale de l'adresse du RPA)

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Titulaire du marché.....	5
1-3. Sous-traitance.....	5
1-4. Contenu de la mission.....	6
1-5. Décomposition en tranches.....	7
1-6. Intervenants.....	7
1-7. Caractéristiques des marchés de travaux.....	8
1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-9. Dispositions générales.....	9
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	14
ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	15
ARTICLE 4. RÉMUNÉRATION – RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX.....	15
4-1. Rémunération.....	15
4-2. Règlement des comptes.....	16
4-3. Variation dans les prix.....	20
ARTICLE 5. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	21
5-1. Coût prévisionnel des travaux.....	21
5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.....	22
5-3. Seuil de tolérance.....	22
5-4. Coût de référence des travaux.....	22
5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du maître d'œuvre.....	23
5-6. Variantes pour les marchés de travaux.....	24
ARTICLE 6. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE APRÈS LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	24
6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement.....	24
6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	24
6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	24
6-4. Comparaison entre réalité et tolérance.....	25
6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires.....	25
6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance.....	26
6-7. Suivi de l'exécution des travaux.....	26
6-8. Ordres de service.....	26
6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	26
ARTICLE 7. DÉLAIS ET PENALTIES.....	28
7-1. Définition des tâches et points de départ.....	28
7-2. Délais et pénalités.....	30

ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	34
8-1. Retenue de garantie.....	34
8-2. Avances.....	34
ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	35
9-1. Opération de vérification.....	35
9-2. Admission des documents présentés par le maître d'œuvre.....	36
9-3. Achèvement de la mission.....	37
9-4. Résiliation.....	37
ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	38
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	44

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### **1-1. Objet du marché**

Conformément aux dispositions des articles L.2172-1, L.2432-1 et L.2432-2, et R.2172-1 à R.2172-6, et R.2432-1 à R.2432-6 du CCP, le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre en vue du recrutement d'une maîtrise d'œuvre complète de travaux de chaussée, de reprise fil d'eau et d'un traitement de deux zones d'aquaplaning de l'A28 entre les PR97 et PR59+700 dans le département de la Seine-Maritime (76).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : A28 dans le département de la Seine-Maritime (76)

L'ouvrage à réaliser, conformément au programme, appartient à la catégorie des ouvrages d'infrastructure.

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R.2113-4 à R.2113-6 du CCP.

### **1-2. Titulaire du marché**

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) sous le nom de "le maître d'œuvre", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

### **1-3. Sous-traitance**

Le maître d'œuvre ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché en particulier compte tenu des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le maître d'œuvre doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-9.3. ci-après.

## **1-4. Contenu de la mission**

La mission confiée au maître d'œuvre est constituée des éléments de mission définis les articles R.2431-24 à R.2431-31 du CCP et complétés dans le CCTP. Ces éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des **parties techniques**.

Les obligations à la charge du maître d'œuvre issues des articles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux en vigueur (CCAG Travaux), s'appliquent au présent contrat.

### **1-4.1. Éléments de mission :**

#### **Tranche ferme :**

- **AVP** : Vérifier et approfondir les éléments présentés dans le programme annexé au CCTP ; pour tous les ouvrages ;
- **PRO** : Vérifier et valider l'AVP, établir le détail quantitatif des travaux ; pour tous les ouvrages ;
- **ACT** : l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux ; y compris le Bilan SEVE-TP
- Suivi de travaux 1<sup>re</sup> partie (Cf. Programme) :
  - **VISA** : l'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;
  - **DET** : la direction de l'exécution des marchés de travaux ;
  - **OPC** : l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux ;
  - **AOR** : l'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux.

#### **Tranche optionnelle :**

- Suivi de travaux 2<sup>e</sup> partie (Cf. Programme) :
  - **VISA** : l'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;
  - **DET** : la direction de l'exécution des marchés de travaux ;
  - **OPC** : l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux ;
  - **AOR** : l'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux.

La mission intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du Code de l'environnement et de ses textes d'application.

### **1-4.2. Missions complémentaires :**

Toutes les missions complémentaires sont intégrées dans la tranche ferme.

- Mission complémentaire 1 ou MC1 : Étude structurelle : détermination des couches de la chaussée : radar+carottage méthode non destructive (Radar)

- MC2 : Étude des profils en travers pour reprendre le fil d'eau, y compris étude des deux zones d'aquaplaning
- MC3 : Dimensionnement de la chaussée
- MC4 : Caractérisation des agrégats d'enrobés et étude de la recyclabilité de la couche de chaussée
- MC5 : Assistance aux études complémentaires
- MC6 : Dossier d'exploitation sous chantier (DESC)
- MC7 : Porter à connaissance Loi sur l'eau
- MC8 : Étude d'une signalisation verticale réversible en bord de route
- MC9 : Étude relative aux calculs de l'impluvium routier
- MC10 : Étude relative aux largeurs des BAU

## **1-5. Décomposition en tranches**

Le présent marché comporte une tranche ferme et 1 tranche optionnelle(s) désignées ci-après :

<b>Désignation des tranches</b>	
<b>Tranche ferme</b>	MC1, MC2, MC3, MC 4, MC5, MC6, MC7, MC8, MC9, MC10 AVP, PRO, ACT (y compris Bilan SEVE-TP) 1 <sup>re</sup> partie (Cf. programme) : Phase travaux (VISA + DET + OPC + AOR/GPA)
<b>Tranche optionnelle 1</b>	2 <sup>e</sup> partie (Cf. programme) : Phase travaux (VISA + DET + OPC + AOR/GPA)

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

Les délais limites de notification, par décision du RMO, d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de la date de début d'exécution de la tranche ferme :

<b>Tranche</b>	<b>Délai</b>
<b>Optionnelle 1</b>	18 mois

## **1-6. Intervenants**

### **1-6.1. Mandataire du maître d'ouvrage**

Monsieur le directeur de la Direction Interdépartementale des Routes Nord-Ouest.

### **1-6.2. Conduite d'opération**

La conduite d'opération pourra être externalisée.

### **1-6.3. Contrôle technique**

Les contrôles extérieurs travaux seront définis ultérieurement.

#### **1-6.4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)**

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L.4121-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

La mission de coordination en matière de SPS sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur SPS ainsi que celui de la personne physique seront alors communiqués au maître d'œuvre.

#### **1-6.5. Ordonnancement, pilotage et coordination**

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission OPC est confiée au maître d'œuvre.

#### **1-6.6. Autres intervenants**

Les services du ministère en charge de la transition écologique et de l'intérieur donneront un avis sur les demandes d'autorisation administratives (arrêté de circulation).

La liste des intervenants sera transmise ultérieurement.

#### **1-7. Caractéristiques des marchés de travaux**

Le maître d'ouvrage n'a pas encore défini les caractéristiques des marchés travaux, de leurs modes de dévolution et des modalités de consultations.

#### **1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

##### **1-8-1 Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 7-2.3 du présent CCAP

##### **1-8.2. Sites sensibles**

Sans objet

### **1-8.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 7-2.4 du présent CCAP.

## **1-9. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

### **1-9.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le maître d'œuvre est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.



La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

### **1-9.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le maître d'œuvre est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le maître d'œuvre entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°.....  
du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### **1-9.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG.

### **1-9.3. Responsabilités et Assurances**

#### **1-9.3.1 Responsabilité**

D'une manière générale, le maître d'œuvre assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le maître d'œuvre répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil.

#### **1-9.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Le maître d'œuvre et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants dès lors qu'ils sont adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 5 000 000 € par sinistre.

### **1-9.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale**

Le maître d'œuvre déclare être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

- 13 M€ pour les travaux d'infrastructures

### **1-9.3.4 Dispositions communes**

Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, l'attributaire aura fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution du marché, le titulaire adresse ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ... )

Le maître d'œuvre qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

### **1-9.4. Réalisation de prestations similaires**

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R2122-7 du CCP. Ces prestations pourront être des prestations de maîtrise d'œuvre sur d'autres sections de l'A28.

### **1-9.5. Clauses sociales et environnementales**

#### **1-9.5.1. Clauses sociales**

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

### **1-9.5.2. Clauses environnementales**

Conformément à l'article n ° 18.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social. Il est également prévu :

- déplacements (utilisation de modes de déplacement décarbonés) ;
- numérique (écoconception numérique, politique d'achats, recyclage des matériels, serveurs, accessibilité des services numériques, etc.)
- engagement de l'entreprise dans une démarche de labellisation ou de certification environnementale
- l'établissement d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) ;

### **1-9.6. Représentation du maître d'ouvrage**

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le chef du SPT ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le maître d'ouvrage, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 15 du CCAG) ;
- Signature et notification, en tant que représentant du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché, des décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 21 du CCAG) ;
- Signature et notification des ordres de service (article 3.8 du CCAG) ;
- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 20 du CCAG).

### **1-9.7. Forme des notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) par courriel. Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (eux-ci) commence à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

### **A – Pièces particulières**

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) et les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre ;
- Le programme de l'opération et le planning prévisionnel ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Le rapport d'amiante HAP
- Les données d'auscultation du Cerema
- La note technique relative à l'adhérence des couches de roulement neuves du domaine routier
- La note technique relative à l'uni longitudinal des couches de roulement neuves du domaine routier

### **B – Pièces générales**

Les documents applicables sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Maîtrise d'œuvre (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106877A) ;

- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;

### **C – Engagements unilatéraux**

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents suivants :

- le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) ;
- l'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris le planning d'exécution ;
- La décomposition des éléments de mission en temps passé en complétant le cadre « matrice des temps passé » joint sans modification ;
- Le planning général et le planning détaillé.

Ces documents constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur qui pourront par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

Seul l'exemplaire original de chaque document, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait foi.

## **ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Par dérogation à l'art 24.6.3 du CCAG, le titulaire peut publier les résultats sous réserve de l'accord préalable de l'acheteur, ceci même si les résultats ne comprennent pas de connaissances antérieures mises à la disposition du titulaire par l'acheteur pour l'exécution du marché.

## **ARTICLE 4. RÉMUNÉRATION – RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX**

### **4-1. Rémunération**

#### **4-1.1. Généralités**

La rémunération est forfaitaire.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

#### **4-1.2. Montant**

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

#### **4-1.3. Modification**

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant en application de l'article L.2421-5 du CCP et de l'article 14 du CCAG et selon les modalités suivantes :

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du maître d'œuvre faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

Cette proposition fait l'objet d'une négociation.

### **4-2. Règlement des comptes**

#### **4-2.1. Modalités de transmission et de paiement**

##### **4-2.1.1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État..

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage
- Le code du service exécutant de la dépense « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* ».

##### **4-2.1.2 Modalités de paiement**

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt

appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

#### **4-2.2. Rythme de règlements**

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 1-4 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément de mission AVP, PRO :

<b>(1)</b>	<b>Exigibilité</b>
<b>70 %</b>	Après réception des études par le maître d'ouvrage.
<b>30 %</b>	À la validation des livrables par le maître d'ouvrage.

Élément de mission ACT :

<b>(1)</b>	<b>Exigibilité</b>
<b>60 %</b>	Après validation par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des entreprises (DCE).
<b>20 %</b>	A la validation du rapport de l'analyse des offres.
<b>20 %</b>	Après la mise au point des marchés de travaux.

Élément de mission VISA :

<b>(1)</b>	<b>Exigibilité</b>
<b>100 %</b>	En fonction de l'avancement des visas sous forme de demandes de paiements mensuels proportionnellement au montant des études exécutées depuis le début du marché de travaux.

Élément de mission DET :

<b>(1)</b>	<b>Exigibilité</b>
<b>100%</b>	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.

Élément de mission OPC :

<b>(1)</b>	<b>Exigibilité</b>
<b>20%</b>	Après notification à l'ensemble des entrepreneurs du calendrier détaillé d'exécution des travaux.
<b>80%</b>	Au prorata de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux et du calendrier détaillé d'exécution mis à jour.

Élément de mission AOR :

<b>(1)</b>	<b>Exigibilité</b>
<b>40 %</b>	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le maître d'œuvre.
<b>20 %</b>	Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les



(1)	Exigibilité
	entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles de celles-ci par le maître d'œuvre.
20 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressée par le maître d'œuvre.
10 %	Après réception par le maître d'ouvrage de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).
10 %	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître d'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG

Élément de mission complémentaire :

	(1)	Exigibilité
MC1	100 %	En fonction de l'avancement des études sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des études et travaux exécutés.
MC2	100 %	En fonction de l'avancement des études sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des études et travaux exécutés.
MC3	100 %	En fonction de l'avancement des études sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des études et travaux exécutés.
MC4	100 %	En fonction de l'avancement des études sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des études et travaux exécutés.
MC5	100 %	En fonction de l'avancement des études sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des études et travaux exécutés.
MC6	100 %	En fonction de l'avancement des études sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des études et travaux exécutés.
MC7	100 %	En fonction de l'avancement des études sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des études et travaux exécutés.
MC8	100 %	En fonction de l'avancement des études sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des études et travaux exécutés.
MC9	100,00 %	En fonction de l'avancement des études sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des études et travaux exécutés.
MC10	100,00 %	En fonction de l'avancement des études sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des études et travaux exécutés.

(1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre le début de réalisation des prestations et le premier acompte ou entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du maître d'œuvre (article 114 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016).

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le maître d'œuvre indique l'état d'avancement de l'élément de mission permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce constat du maître d'ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

#### **4-2.3. Rémunération des éléments de mission**

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant en annexe à l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux de chaque tranche ainsi que le forfait définitif de rémunération, il est procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement du premier acompte postérieur à la notification de cet avenant, à un réajustement du montant des éléments de mission payés sur la base du forfait provisoire.

#### **4-2.4. Modalités particulières de paiement**

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre. Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au maître d'ouvrage.
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis de dépôt ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

#### **4-2.5. Acompte**

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'ouvrage.

##### **A. Décomptes et acomptes mensuels**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant.

##### **B. État de solde**

Le titulaire valide et adresse au maître d'ouvrage, sous 30 jours à compter de la notification de la décision d'admission des prestations, le projet d'état de solde établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet d'état de solde prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet d'état de solde indiquera la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le RMO peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le RPA paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

#### **4-3. Variation dans les prix**

Les prix sont révisables en application de l'article 10.1.1 du CCAG lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à 3 mois.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

##### **4-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4.**

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation de prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, autres que de dédit ou d'attente.

#### **4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ) et figure sur la première page de l'acte d'engagement.

#### **4-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence  $I$  choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index ING Ingénierie publié par l'Insee.

#### **4-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois  $n$  est donné par la formule :

$$C_n = (I_{n-3} / I_{0-3})$$

avec :  $I_{0-3}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

$I_{n-3}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois au cours duquel chacun des règlements prévus à l'article 4-2.2 est dû au maître d'œuvre, moins 3 mois.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

#### **4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le maître d'œuvre dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

## **ARTICLE 5. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

### **5-1. Coût prévisionnel des travaux**

L'estimation du coût prévisionnel des travaux  $C_e$  est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme et fourni au titre de l'élément Avant-Projet.

Pour chaque tranche, le coût prévisionnel des travaux  $C$  est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme et fourni au titre de l'élément Projet.

Ce coût est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois  $m_0$  fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux  $C$  de chaque tranche sur la base des études d'Avant-Projet.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle  $C_0$  affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est mentionnée à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

L'estimation du coût prévisionnel des travaux est décomposée en tranches.

Après approbation de l'Avant-Projet par le maître de l'ouvrage, l'avenant défini au 4-2.3 ci-dessus fixe le montant du coût prévisionnel des travaux de chaque tranche que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir la rémunération calculée au pourcentage par application de la formule suivante : Montant définitif de la rémunération = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux x taux de rémunération.

En cas de modification du programme ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, l'avenant défini au 4-1.3 ci-dessus fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

### **5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux**

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

### **5-3. Seuil de tolérance**

Pour chaque tranche, le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le maître d'œuvre, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

Pour chaque tranche, ce seuil de tolérance comporte une décomposition par consultations.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

#### **5-4. Coût de référence des travaux**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation du/des marché(s) de travaux, il établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte des consultations.

Si l'opération fait l'objet de plusieurs consultations décalées dans le temps, le seuil de tolérance est déterminé par consultation. Si ce seuil est dépassé, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de relancer la consultation.

Ce coût est égal à la somme du/des montant(s) de l'/des offre(s) considérée(s), tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage et des montants initiaux des marchés notifiés. Chacun de ces montants est ramené aux conditions économiques du mois  $m_0$  (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement  $C_r$  défini ainsi :

$$C_r = TP01_{e-3} / TP01_{t-3}$$

avec :  $TP01_{e-3}$  = Valeur de l'index TP01 au mois  $m_0$  moins 3 mois ;

$TP01_{t-3}$  = Valeur de l'index TP01 au mois  $m_0$  moins 3 mois, des offres du marché de travaux.

TP01 désigne l'index général tous travaux.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût dépasse le seuil de tolérance correspondant et si le maître d'ouvrage déclare la consultation infructueuse, le maître d'œuvre a l'obligation de reprendre les études, sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 30 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 100 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation.

#### **5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du maître d'œuvre**

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux études d'avant-projet et projet ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- Fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
- Respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre et qui sera annexé au présent marché.

Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le maître d'œuvre doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

## **5-6. Variantes pour les marchés de travaux**

Le maître d'œuvre propose le cas échéant les variantes à l'initiative du maître d'ouvrage (prestations supplémentaires éventuelles ou solutions alternatives) auxquelles devront répondre les entreprises.

Le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage d'autoriser ou non les variantes à l'initiative des entreprises, y compris celles permettant l'utilisation de matériaux recyclés. Dans le cas de variante, il propose les exigences minimales à respecter.

## **ARTICLE 6. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE APRÈS LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX**

Dans le cadre de sa présente mission, le titulaire est chargé de faire appliquer les stipulations du marché de travaux liant l'/les entreprise(s) et le maître d'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

### **6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement**

Le coût initial des marchés de travaux est celui qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois  $m_0$  du PREMIER MARCHÉ de travaux par application du coefficient de réajustement  $C_r$  défini ainsi :

$$C_r = TP01_{1t-3} / TP01_{2t-3}$$

avec :  $TP01_{1t-3}$  = valeur de l'index TP01 au mois  $m_0$  moins 3 mois, du premier marché de travaux ;  
 $TP01_{2t-3}$  = valeur de l'index TP01 au mois  $m_0$  moins 3 mois, du marché de travaux concerné.

TP01 désigne l'index général tous travaux.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Une décision du RMO, notifiée dans les conditions de l'article 1-9.7 ci-dessus, constate et arrête le montant du coût initial des marchés de travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

## **6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux**

Le coût initial des marchés de travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

## **6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux**

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des marchés de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

## **6-4. Comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût total définitif des travaux est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées. Sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du titulaire (modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage après la passation des marchés de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage).

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois  $m_0$  (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement  $C_r$  tel que défini à l'article 6-1 ci-dessus.

## **6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires**

### **6-5.1. Définition**

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le maître d'œuvre et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois  $m_0$  "Travaux".

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandées par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le maître d'œuvre estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 4-1.3. ci-dessus.



Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du maître d'œuvre.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux défini à l'article 6-4 ci-dessus.

#### **6-5.2. Modalités d'acceptation**

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le maître d'œuvre, sont soumises à décision du RMO.

Les décisions du RMO relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du maître d'œuvre, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le RMO.

#### **6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance**

Si le coût total définitif des travaux est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 6-3 et 6-4, le maître d'œuvre supporte une réduction égale à :

$$10 \% \times (\text{coût total définitif des travaux} - \text{seuil de tolérance})$$

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

#### **6-7. Suivi de l'exécution des travaux**

Conformément aux dispositions de l'article 1-4 du présent CCAP, la "direction de l'exécution des marchés de travaux" incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. A ce titre il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantiers.

Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le maître d'ouvrage lui fait connaître son arbitrage, le cas échéant, sous un délai de [huit] jours. En l'absence d'arbitrage du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre est libre de sa décision, dont il informe le maître d'ouvrage et les intervenants concernés.

En aucun cas le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

## **6-8. Ordres de service**

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des marchés de travaux", le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le maître d'œuvre qu'après décision du RMO prise selon les modalités prévues à l'article 6-5.2 ci-dessus.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le maître d'œuvre à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Le maître d'œuvre transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile conformément à l'article 7-2 du CCAP.

## **6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

### **6-9.1. Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

### **6-9.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- Fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
- Respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre et qui sera annexé au présent marché.

Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le maître d'œuvre doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Dans le cadre du commencement de travaux du/des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution, le titulaire ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).

Dans le cadre du commencement de travaux du/des marchés dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution, le titulaire, après avoir d'une part, visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux et d'autre part, été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS), avise par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie au/aux titulaires du/des marchés, copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

Le maître d'œuvre est membre du collège inter-entreprise de sécurité, de santé et des conditions de travail et participe à toutes ses réunions.

## **ARTICLE 7. DÉLAIS ET PENALTIES**

La notification du marché vaut commencement de l'exécution de la tranche ferme.

Par dérogation à l'article 15.1.3 du CCAG, les tranches optionnelles commencent à la date précisée dans l'ordre de service de commencer l'exécution des prestations des tranches considérées. Les délais d'exécution sont précisés dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

### **7-1. Définition des tâches et points de départ**

Par dérogation à l'article 21.1 du CCAG MOE, l'acceptation des éléments de missions est réalisée par ordre de service du MOA. Le commencement d'un autre élément de mission ne vaut pas acceptation tacite du MOA de l'élément de mission précédent.

#### **7-1.1. Éléments de mission AVP/PRO**

<b>Élément de mission</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
<b>AVP</b>	<b>Réaliser les études d'avant-projet et établir le rapport de</b>	Date de la notification de l'ordre de service du RPA de commencer la rédaction du projet

Élément de mission	Définition de la tâche	Point de départ du délai
	<b>présentation de ces dernières</b>	
<b>PRO</b>	<b>Réaliser les études de projet et établir le rapport de présentation de ces dernières</b>	Date de la notification de l'ordre de service du RPA de commencer la rédaction du projet

### 7-1.2. Élément de mission ACT

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
DCE	Préparer le(s) Dossier(s) de Consultation des Entreprises (DCE)	Date de la notification de l'ordre de service du RPA de commencer la mission ACT
Analyse des candidatures	Fournir le rapport d'analyse des candidatures ou du contenu de la première enveloppe.	Date de la remise au maître d'œuvre des plis contenant les candidatures ou de la première enveloppe de chaque DCE
Analyse des offres	Fournir le rapport d'analyse des offres.	Date de la remise au maître d'œuvre des plis contenant les offres de chaque DCE
Mise au point des dossiers marchés	Procéder à la mise au point du/des dossier(s) marché(s).	Date de la notification de l'ordre de service du RPA de la décision d'attribution de chaque marché.

### 7-1.3. Élément de mission VISA

L'ordre de service de commencement d'exécution de la tranche optionnelle 1 du marché vaut commencement de la mission VISA.

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Première présentation au visa	Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises.	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur
Présentation après modifications	Contrôler et viser ou faire part de ses nouvelles observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur

### 7-1.4. Élément de mission DET

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Comptes rendus de réunion	Établir et diffuser les comptes rendus de réunion.	Date de la réunion.
Notification des décisions	Notifier les décisions du RPA	Date de réception de la décision du RPA
Mémoires de réclamation	Instruire les mémoires de réclamation.	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.
État d'avancement	Établir l'état d'avancement.	Suivant l'article 7-2 du présent document
Projets de décomptes et soldes	Vérifier les projets de décomptes des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes avec utilisation de Chorus-pro le cas échéant.	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.
Points d'arrêts	Lever les points d'arrêts définis par les différents marchés de travaux.	Date de demande de levée des points d'arrêts par l'entrepreneur.
Autres tâches prévues au CCAG-Travaux	Suivant CCAG-Travaux	Suivant CCAG-Travaux

### **7-1.5. Élément de mission OPC**

<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
Calendrier des documents d'exécution	Établir le calendrier d'établissement des documents d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la notification de la décision du RPA de commencer la tâche.
Calendrier détaillé	Établir le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la notification de la décision du RPA de commencer la tâche.
Mise à jour du calendrier détaillé	Mettre à jour le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de réception de la demande du RPA

### **7-1.6. Élément de mission AOR**

<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
OPR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR).	Suivant le mode de dévolution des marchés de travaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>• date de réception de l'avis de l'entrepreneur ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.</li> </ul> <b>Ou</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• date de réception, par le maître d'œuvre, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.</li> </ul>
Proposition de réception	Proposer la réception au RPA et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	Date du procès verbal des OPR
DOE ①	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage.	Après réception par le maître d'œuvre de tous les documents dus par les entrepreneurs.
Examen des désordres	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).	Date de saisine par le RPA
PV de levée des réserves	Établir le procès-verbal de levée des réserves.	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.

① Certains documents (pièces nécessaires à l'ouverture au public, au fonctionnement et à la maintenance de l'ouvrage, etc.) doivent être remis au plus tard lors des opérations préalables à la réception

### **7-1.7. Missions complémentaires**

<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
MC1	Étude structurelle : détermination des couches de la chaussée : radar+carottage méthode non destructive (Radar)	Date de la notification du marché, valant commencement de la tranche ferme.
MC2	Étude des profils en travers pour reprendre le fil d'eau, y compris étude des deux zones d'aquaplaning	Date de la notification du marché, valant commencement de la tranche ferme.
MC3	Dimensionnement de la chaussée	Date de la notification de l'ordre de service du RPA de mission MC3
MC4	Caractérisation des agrégats d'enrobés et étude de	Date de la notification du marché, valant

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
	la recyclabilité de la couche de chaussée	commencement de la tranche ferme.
MC5	Préparation des quantitatifs nécessaires à la passation des bons de commande Contrôle et analyse critique des documents produits	Date de la notification du marché, valant commencement de la tranche ferme.
MC6	Rédiger le dossier d'exploitation sous chantier (DESC)	Date de la notification de l'ordre de service du RPA de mission MC6
MC7	Rédiger le porter à connaissance Loi sur l'eau Accompagnement dans la phase instruction	Date de la notification du marché, valant commencement de la tranche ferme.
MC8	Étude d'une signalisation verticale réversible en bord de route	Date de la notification du marché, valant commencement de la tranche ferme.
MC9	Étude relative aux calculs de l'impluvium routier	Date de la notification du marché, valant commencement de la tranche ferme.
MC10	Étude relative aux largeurs des BAU	Date de la notification du marché, valant commencement de la tranche ferme.

## **7-2. Délais et pénalités**

### **7-2.1. Délais et pénalités de retard appliqués aux éléments de mission**

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes de la tranche considérée.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 16.2.4 du CCAG. Par contre, par dérogation à cet article, le délai minimum pendant lequel le titulaire peut présenter des observations est de 5 jours.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, le délai part du lendemain de la date limite de remise du document et s'achève la veille de la date réelle de remise.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des délais définis au 7-1 ci-dessus, le maître d'œuvre subit une pénalité journalière fixée à :

Pour la tranche ferme :

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité
AVP	Réaliser les études d'avant-projet	4 semaines	500,00 €
PRO	Réaliser les études de projet	1,5 mois	500,00 €
ACT	Préparer les DCE	3 semaines	500,00 €
	Analyse des offres	3 semaines	500,00 €

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité
MC1	Étude structurelle : détermination des couches de la chaussée : radar+carottage méthode non destructive (Radar)	1,5 mois	500,00 €
MC2	Étude des profils en travers pour reprendre le fil d'eau, y compris étude des deux zones d'aquaplaning	1,5 mois	500,00 €
MC3	Dimensionnement de la chaussée	1,5 mois	500,00 €
MC4	Caractérisation des agrégats d'enrobés et étude	1,5 mois	500,00 €

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité
	de la recyclabilité de la couche de chaussée		
<b>MC5</b>	Assistance aux études complémentaires	2 semaines	500,00 €
<b>MC6</b>	Rédiger le dossier d'exploitation sous chantier (DESC)	1 mois	500,00 €
<b>MC7</b>	Réalisation du porter à connaissance Loi sur l'Eau	8 semaines	500,00 €
	Reprise du document après instruction de la police de l'eau	2 semaines	500,00 €
<b>MC8</b>	Étude d'une signalisation verticale réversible en bord de route	2 mois	500,00 €
<b>MC9</b>	Étude relative aux calculs de l'impluvium routier	1,5 mois	500,00 €
<b>MC10</b>	Étude relative aux largeurs des BAU	1,5 mois	500,00 €

Pour le suivi des travaux dans le 1<sup>re</sup> partie (Cf. Programme) et pour la tranche optionnelle (suivi des travaux : sens Sud-Nord) :

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité
<b>VISA</b>	Viser/Faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises.	5 jours ouvrés	100,00 €
	Présentation après modifications	2 jours ouvrés	100,00 €
<b>DET</b>	Comptes rendus de chantier	Au plus tard 4 jours après la réunion	100,00 €
	Vérification des projets de décomptes mensuels	5 jours	500,00 €
	Notification des décisions	Au plus tard le lendemain de la décision	500,00 €
	Mémoires de réclamation	5 jours	500,00 €
	État d'avancement	Au plus tard le 28 de chaque mois	500,00 €
	Projets de décomptes finaux	NB1	100,00 €
	Points d'arrêts	Au plus tard le lendemain de la levée de points d'arrêt	100,00 €
	Autres tâches du CCAG-Travaux	NB2	1000,00€
<b>OPC</b>	Calendrier des documents d'exécution	10 jours	500,00 €
	Calendrier détaillé	10 jours	500,00 €
	Mise à jour du calendrier détaillé	5 jours	500,00 €
<b>AOR</b>	OPR	10 jours	500,00 €
	Proposition de réception	5 jours	500,00 €

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité
	DOE	30 jours	500,00 €
	Examen des désordres	15 jours	500,00 €
	PV de levée des réserves	1 jours	500,00 €

NB1 : Jusqu'à la plus tardive des 2 dates suivantes :

- 15 jours après la réception du projet de décompte final ;
- 5 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

NB2 : Délais définis dans le CCAG-Travaux.

Ces pénalités sont également applicables en cas de non fourniture du rapport correspondant à l'élément de mission concerné et dans les délais prévus au bon de commande.

Les pénalités sont applicables autant de fois que cela se produit.

### **7-2.2. Pénalités liées au non-respect des clauses sociales**

Les pénalités relatives aux clauses sociales sont décrites à l'article 11 du présent CCAP.

### **7-2.3. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.**

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €

### **7-2.4. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD**

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.8.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €

### **7-2.5. Autres pénalités**

#### **7-2.5.1. Pénalités liées aux demandes de paiement**

Le défaut de mention de la date de réception ou de remise de la demande de paiement des entrepreneurs entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 1 000 € par demande présentée.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, le délai dans lequel le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte mensuel est de 10 jours à compter de la réception de la demande du titulaire. En cas de dépassement de ce délai pour vérifier les états d'acomptes mensuels des marchés de travaux, le maître d'œuvre encourt une pénalité de 100 € par jour de retard. En cas de versement des intérêts moratoires par le maître d'ouvrage cette pénalité est égale au montant de ces intérêts qui lui sont directement imputables.

#### **7-2.5.2. Pénalités pour non-respect du PAQ**

En cas de non-respect du plan d'assurance qualité (PAQ) par le titulaire, une pénalité égale à 500 € par sujétion non respectée. Elle sera opérée sur les sommes dues par le titulaire. Le maître d'œuvre aura obligation de mettre en place dans les plus brefs délais des dispositions pour respecter le PAQ.

#### **7-2.5.3. Pénalités relatives à la protection de l'environnement**

Le maître d'œuvre prendra toutes les dispositions qui s'imposent pour éviter tout rejet d'eaux polluées sans traitement préalable, pour éviter tous les déversements accidentels notamment



pendant la réalisation de l'inspection détaillée initiale. Tout incident fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 2 000 €.

En outre, en cas de dommage, le maître d'œuvre s'acquittera de la réparation de ce dommage ainsi que du paiement de toutes les amendes, du préjudice éventuel au concessionnaire ou gestionnaire des réseaux dans le cas d'endommagement de ceux-ci et des éventuels frais de justice qui lui incomberont.

Le maître d'œuvre sera tenu de reprendre tous les matériaux déposés en dehors des zones destinées à cet effet, et verser toute indemnité éventuelle aux riverains ou associations diverses concernés.

#### **7-2.5.4. Pénalités pour infractions aux règles relatives à l'hygiène et la sécurité**

Une pénalité de 1 000 € sera appliquée pour chacune des infractions suivantes :

- non respect des règles de sécurité sur voies rapides ou autoroutes en service et des consignes données par le maître d'ouvrage ou le gestionnaire des voiries concernées pour l'accès aux ouvrages faisant l'objet de la présente opération ;
- non respect des règles de circulation sur les voies publiques ;
- non respect des remarques verbales ou écrites du maître d'ouvrage, le gestionnaire des voiries concernées ou du coordonnateur concernant la sécurité.

Une pénalité journalière de 300 € par matériel, engin ou camion sera appliquée pendant toute la durée des infractions suivantes :

- engin ou camion, contrevenant à la réglementation en vigueur (Code de la route...) et / ou non autorisé préalablement par le gestionnaire ;
- compresseur, groupe électrogène..., contrevenant à la réglementation en vigueur relative aux bruits émis sur les lieux d'utilisation.

Les frais de réparation et la pénalité seront retenus sur le premier décompte qui suivra la détérioration.

#### **7-2.5.6. Pénalités pour défaut de nettoyage**

En cas de défaut de nettoyage des voiries et des itinéraires empruntés par les différents engins du maître d'œuvre, notamment lors de la réalisation de l'inspection détaillée initiale, éventuellement salis par ces derniers, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € pour chaque journée de défaut du nettoyage, sur simple constat du maître d'ouvrage ou de son représentant.

#### **7-2.6. Pénalités liées pour non remise du BEGES**

En cas de non remise du bilan de gaz à effet de serre prévu à l'article 11 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €

### **ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

#### **8-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

## **8-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Tranche	Avance %*
Ferme	35 %
Optionnelle 1	35 %

\* % du montant initial TTC de la tranche.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

En application des articles R2191-11 à R2192-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-14 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **9-1. Opération de vérification**

#### **9-1.1. Remise des documents**

Les documents présentés par le maître d'œuvre sont remis au RMO, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : [pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt].

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

Par ailleurs, le format du fichier attendu pour les récolements cartographiques des réseaux d'assainissement neufs est le SHAPE. Il est constitué :

- de trois fichiers obligatoires :

- un fichier \*.shp : stocke les entités géographiques. Il s'agit du fichier shape proprement-dit ;
- un fichier \*.shx : stocke les index des enregistrements du fichier \*.shp ;
- un fichier \*.dbf (DataBaseFile) : stocke les données attributaires et correspond strictement au code ouvrage renseigné sur le téléservice.
- et de trois fichiers facultatifs :
  - un fichier .prj : stocke la projection associée ;
  - un fichier \*.sbn ou \*.sbx : stocke des index n'existant qu'après une requête ou une jointure ;
  - un fichier \*.xml : stocke les métadonnées relatives au shape.

Les trois fichiers facultatifs sont inutiles (mais pas interdits).

Le système de référence légal est : RGF93.

Le système de projection est : Lambert93.

### **9-1.2. Vérifications et décisions du maître d'ouvrage**

Le Maître d'ouvrage procède aux vérifications et à la notification de la décision d'admission en l'état, ou avec observations, ou d'ajournement, ou de réfaction, ou de rejet, dans les délais suivants :

<b>Élément de mission</b>	<b>Document</b>	<b>Délai</b>
<b>AVP</b>	Avant-Projet	10 jours
<b>PRO</b>	Études de projet	10 jours
<b>ACT</b>	Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE)	10 jours
	Analyse des candidatures	5 jours
	Analyse des offres	5 jours
<b>OPC</b>	Calendrier détaillé d'exécution des travaux	10 jours
<b>AOR</b>	Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)	30 jours

Les points de départ de ces délais s'appliquent selon les stipulations de l'article 20.3 du CCAG.

Si la décision n'est pas notifiée au MOE dans le délai ci-dessus, le document est considéré comme admis avec effet à compter de la date d'expiration du délai (admission tacite).

## **9-2. Admission des documents présentés par le maître d'œuvre**

### **9-2.1. Admission en l'état ou avec observations**

Les stipulations de l'article 21-1 du CCAG s'appliquent.

### **9-2.2 Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le maître d'œuvre dans le délai fixé par l'article 21.2.1 du CCAG. et soumis aux dispositions de l'article 7-2.1 ci-dessus.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations mises au point, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **9-2.3 Réfaction**

En application de l'article 21-3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose de 30 jours pour présenter ses observations ou adresser un mémoire en réclamation au sens de l'article 37 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du maître d'ouvrage. Si le titulaire formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de 30 jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire. L'admission est réputée sans réfaction.

### **9-2.4 Rejet**

Le rejet se fait dans les conditions fixées par l'article 21.4 du CCAG qui prévoit une procédure contradictoire préalable à la décision de rejet.

Suite à une décision de rejet, le RMO dispose, pour admettre les prestations modifiées, présentées par le maître d'œuvre, des mêmes délais que ceux indiqués à l'article 9.1.2.

## **9-3. Achèvement de la mission**

La mission du maître d'œuvre s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- l'expiration du/des délai(s) de Garantie de Parfait Achèvement (GPA) prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;
- la levée de la dernière réserve ;
- l'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;

ou lorsque le RPA décide que les obligations contractuelles du maître d'œuvre sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le RMO, sur demande du maître d'œuvre.

## **9-4. Résiliation**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 inclus du CCAG, avec les précisions décrites dans les articles 9-4.1 à 9-4.3.

### **9-4.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 31 du CCAG est fixé à 5 %.

### **9-4.2. Résiliation pour faute du maître d'œuvre ou cas particulier**

Dans l'hypothèse où le maître d'œuvre disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 30 du CCAG.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L2141-7 à L2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG.

Dans l'hypothèse où le maître d'œuvre ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

#### **9-4.3. Autres cas de résiliation**

Le marché pourra notamment être résilié dans l'un des cas suivants :

- le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités, dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 5-3 du présent CCAP ;
- après appel à la concurrence infructueux, lorsque le maître d'œuvre ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

### **ARTICLE 10. Documents à fournir**

#### **10.1 Bilan des émissions de gaz à effet de serre**

Le titulaire du présent marché prévoit de mettre en place avant et pendant l'exécution des prestations tous les éléments de suivi et de traçabilité nécessaires à la réalisation d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Le bilan des émissions de gaz à effet de serre comprendra, a minima, une estimation :

- des émissions liées au transport routier : transport en propre de l'entreprise et transport externe à l'entreprise
- des émissions liées aux consommations énergétiques sur site (carburants, électricité, eau...)

Les méthodes de calcul employées seront fournies et détaillées ainsi que les hypothèses de calcul prises en compte notamment celles relatives aux facteurs d'émissions retenus.

Le bilan est fourni au plus tard 3 mois après la fin des travaux. La non production de ces éléments dans les délais impartis entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 4. du présent CCAP.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Le titulaire qui se verra attribuer le marché, devra réaliser une action d'insertion, dans les conditions prévues ci-après par le présent article.

Si l'entreprise attributaire propose dans son offre, un nombre d'actions supérieur au minimum requis, c'est cette proposition qui sera contractuelle.

Aussi, le présent CCAP considère expressément cette clause comme une condition d'exécution obligatoire du marché.

### **1. Public éligible**

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle doivent répondre au moins à l'un des critères suivants :

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;

b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'[article L. 5132-4 du code du travail](#), c'est-à-dire :

- mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
- salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;

c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;

d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ; les plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE)

e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

f) personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

a) demandeurs d'emploi de longue durée inscrits à France Travail (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;

- b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'[article L. 5212-13 du code du travail](#) orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi inscrits à France Travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi inscrits à France Travail : sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) inscrits à France Travail ;
- g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Préalablement à la mobilisation des publics sur l'action retenue, le critère d'éligibilité doit être validé par le facilitateur mandaté par l'acheteur. En cas de non-validation de l'éligibilité des publics, les entreprises sont informées que l'action réalisée ne sera pas valorisée au titre de la clause sociale d'insertion.

## 2. Modalités d'exécution "Autre considération sociale"

Les actions d'insertion comptabilisées au titre de la clause doivent être en lien avec l'objet du marché.

Chaque action retenue sera préalablement validée par le facilitateur concerné.

L'entreprise a le choix entre plusieurs actions mobilisables : voir ci-après liste d'actions possibles, non exhaustive

Nom de l'action	Descriptif succinct de la modalité
Réalisation d'heures d'insertion*	Par la mise à disposition ou un recrutement direct de salariés relevant de l'insertion, ou sous-traitance Le nombre d'heures d'insertion attendu est d'au moins 150 heures pour ce marché
Immersion en entreprise	Stage conventionné et non rémunéré pour des personnes éloignées de l'emploi en vue de valider une orientation professionnelle ou découvrir un métier, dans le cadre d'un partenariat avec le SPE (Service Public de l'Emploi : France Travail, Mission locale, Cap

	Emploi) avec une convention de stage (PMSMP) d'une durée minimale de 35 heures.
Accueil d'un stagiaire de la formation professionnelle	Accueil d'un stagiaire de la formation professionnelle, durant son parcours de formation
Visite de l'entreprise	Accueil dans l'entreprise d'un groupe de personnes relevant de l'insertion et souhaitant travailler dans le secteur correspondant à l'objet du marché
Présentation métiers et activités de l'entreprise	<p>Sur site, au sein de l'entreprise ou au sein d'une structure emploi / insertion</p> <p>La présentation du métier devra avoir lieu au bénéfice de personnes souhaitant travailler dans le secteur professionnel qui fait l'objet du marché</p> <p>La présentation devra être assurée a minima par un professionnel de l'entreprise œuvrant à la réalisation de l'objet du marché ET une personne du service Ressources Humaines de l'entreprise qui viendra expliquer les modalités de recrutement sur les postes de l'entreprise en lien avec l'objet du marché</p>
Présence de l'entreprise sur des événements « emploi »	<p>Forums de recrutement, salon emploi / formation, job-dating, selon le calendrier des manifestations locales...</p> <p>L'entreprise devra y présenter en priorité les postes en cours de recrutement pour la réalisation de l'objet du marché</p>
Enquête-métiers	L'attributaire recevra en entretien individuel d'une durée minimal d'une heure au moins une personne en insertion sur la base d'un questionnaire sur son métier en lien avec l'objet du marché et ainsi favoriser son orientation professionnelle
Simulation d'entretien d'embauche	Mobilisation des équipes en charge des recrutements et retours qualitatifs
Prestations diverses avec une structure inclusive	<p>Recours à une structure inclusive locale pour des prestations diverses (communication, restauration, conditionnement...)</p> <p>Ce recours à une prestation (ou à des prestations) doit a minima représenter 1% du chiffre d'affaires annuel de la prestation objet du marché annuel et se faire au bénéfice des équipes ou du contenu de la prestation objet du marché</p>
Présence de l'entreprise sur des événements partenariaux	Autour de l'Achat Socialement Responsable, la Responsabilité Sociale de l'Entreprise, du développement de l'Economie Sociale et Solidaire...pour présenter les démarches et réalisations de l'entreprise dans le cadre du périmètre de ce marché

\* Précisions sur les dispositions spécifiques relatives aux heures d'insertion

La mise en œuvre de la clause d'insertion professionnelle peut s'effectuer librement selon les trois modalités suivantes :

- Par une embauche directe par l'entreprise adjudicataire :  
En contrat à durée indéterminée (CDI)



En contrat à durée déterminée (CDD), contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage)

- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), ou à une entreprise adaptée (EA), ou à un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT)
- Par le recours à la sous-traitance :

Le titulaire reste responsable de l'exécution du marché, de l'obligation d'insertion et sera assujéti aux pénalités prévues en cas de manquement. Il appartient à cet égard au titulaire de responsabiliser ses sous-traitants sur la réalisation de la clause sociale d'insertion, dans le cadre du contrat de sous-traitance.

En cas de recours à la sous-traitance auprès d'entreprises classiques, le titulaire doit obligatoirement recueillir l'accord du facilitateur, quant à la répartition de la volumétrie d'insertion entre lui (heures en nom propre) et ses sous-traitants, pour s'assurer qu'elle répond à due proportion des travaux ou prestations correspondant à la part du marché de chacun. En fonction des éléments recueillis auprès du titulaire, le facilitateur s'assurera que l'obligation d'insertion imputée au sous-traitant dans son contrat, est réaliste et réalisable, au regard de plusieurs éléments transmis (montant HT du contrat, durée d'intervention du sous-traitant, nature de l'intervention (secteur d'activité du sous-traitant, part main d'œuvre), tout autre élément jugé utile par le facilitateur).

En cas de recours à la sous-traitance inclusive, celle-ci se fait dans l'esprit d'une relation fournisseur responsable, avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH)

### Spécificité du Groupement Momentané d'Entreprises (GME)

En cas de groupement momentané d'entreprises retenu, celui-ci doit obligatoirement recueillir l'accord du facilitateur, quant à la répartition de la volumétrie des heures d'insertion entre les co-traitants qui composent le groupement, pour s'assurer qu'elle répond à due proportion des travaux ou prestations correspondant à la part du marché de chacun. Le mandataire est l'interlocuteur privilégié du facilitateur, puisqu'il représente le groupement vis-à-vis du donneur d'ordre.

En cas de difficultés de réalisation des heures, le facilitateur devra être informé par le mandataire de la nature juridique du groupement, de l'étendue et de la durée de la solidarité, afin d'identifier les responsabilités de chaque entreprise sur le volet Insertion.

**IMPORTANT** : l'adjudicataire est seul responsable envers l'adjudicateur. C'est la raison pour laquelle, s'il choisit la mise à disposition ou la sous-traitance, il est de sa responsabilité de centraliser et fournir au facilitateur désigné, tous les éléments permettant le suivi et le contrôle de la mise en œuvre de la clause (tableau de suivi des heures, éléments administratifs des salariés en insertion (attestation d'éligibilité à la clause, CV, attestation d'embauche)) (cf. § 6).

### **Sous-traitance**

Si l'action d'insertion repose sur un sous-traitant, la sous-traitance ne devra pas remettre en cause l'engagement du titulaire du marché. Le titulaire s'engage alors à valider l'action d'insertion auprès de son sous-traitant avec l'appui du facilitateur, afin de garder la lisibilité et le bon équilibre de la démarche initiale.

### **3. Dispositif d'accompagnement des entreprises**

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette condition d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition une ingénierie d'insertion qui s'appuie sur d'une part la coordination régionale Normandie et d'autre part les facilitateurs de la clause sociale d'insertion.

Dans le cadre de la réponse à appel d'offre, les entreprises désireuses d'obtenir des informations peuvent ainsi prendre contact avec la coordinatrice régionale :

**Céline PERRIOT**

02 31 44 42 45 / 07 72 51 09 47 / [c.perriot@calmec.fr](mailto:c.perriot@calmec.fr)

Le maître d'ouvrage informe la coordination régionale de la notification des entreprises attributaires ; la coordinatrice régionale identifie et relaye cette information aux facilitateurs qui pourront se mettre en relation avec l'entreprise pour l'appuyer dans la mise en œuvre.

Il est attendu des facilitateurs identifiés d'accompagner et guider l'entreprise dans la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion :

- De venir en appui dans le choix de la modalité d'exécution de la clause sociale d'insertion. Ses prérogatives n'empiètent nullement sur le principe du libre choix de l'entreprise.
- D'apporter son assistance dans la réalisation de l'action, en mobilisant le cas échéant son réseau partenaire

Il reste néanmoins que l'entreprise conserve l'entière responsabilité de la mise en œuvre de la clause d'insertion.

Précision importante dans la prise de contact : l'entreprise adjudicataire s'engage à contacter le coordinateur régional dans un délai de 30 jours calendaires à compter de sa notification effective, et désigne un interlocuteur « Insertion ». Il est de la responsabilité de l'entreprise de prendre contact avec le coordinateur désigné au CCAP. Dès lors, ce manquement entraîne l'application de pénalités (cf. § 5).

### **4. Globalisation des actions d'insertion**

Le maître d'ouvrage accepte l'application du principe de globalisation des actions d'insertion, pour une entreprise attributaire de plusieurs lots sur ce marché.

Elle est mise en œuvre à la demande de l'entreprise adjudicataire et sous contrôle du facilitateur ; elle vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés du maître d'ouvrage.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint de l'entreprise adjudicataire et des publics en difficulté d'insertion, car elle facilite d'une part la gestion de la clause par l'entreprise adjudicataire et sécurise d'autre part les parcours d'insertion qui peuvent alors davantage s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution de réalisation des actions d'insertion. Au niveau du décompte, les actions d'insertion sont affectées à chacun des lots concernés, à due proportion. Le facilitateur est garant du reporting.

La demande est déclarée recevable par le ou les facilitateurs sur la base des critères cumulatifs suivants :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion,
- Si la faculté de globaliser est prévue par le contrat (inscription dans les dispositions contractuelles prévues par le CCAP) et que le maître d'ouvrage a recours à un facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause sociale d'insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du ou des facilitateurs,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur

## 5. Les modalités de contrôle, suivi et évaluation

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

À la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit au facilitateur, dans le délai qui lui sera imparti, tout renseignement utile, propre à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action par le facilitateur. Il s'agira d'apporter le ou les justificatifs demandés par le facilitateur, selon l'action choisie.

Par ailleurs, l'entreprise titulaire peut demander au facilitateur une attestation de réalisation de ses engagements.

En cas de non-transmission des renseignements permettant le contrôle de l'exécution de l'action, l'action ne sera pas comptabilisée au titre de la clause sociale d'insertion.

Dès lors, l'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En cas de difficulté à assurer son engagement, le titulaire doit, dès leur survenance, en informer le maître d'ouvrage et le facilitateur, qu'il rencontre des difficultés, afin d'étudier ensemble, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire en informe le facilitateur qui retransmet au pouvoir adjudicateur ; ce dernier décide de la suspension ou de la suppression partielle ou totale de la clause sociale d'insertion.

Au-delà de ces difficultés, en cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

## 6. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Non-respect clause sociale	En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire (non-réalisation, réalisation partielle, ou ne répondant pas au cadre défini), l'entreprise adjudicataire subira une pénalité (P) égale à <b>P = 2 000 euros HT X nombre d'actions d'insertion non réalisées</b> En cas de réalisation d'heures d'insertion, une pénalité égale à <b>60 euros</b>

	<p><b>l'heure d'insertion non réalisée sur le nombre d'heures attendues</b></p> <p>Absence injustifiée à une réunion de suivi : <b>100€</b></p> <p>En cas de non-sollicitation du facilitateur, non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des justificatifs : <b>50€ par jour de retard avéré</b> (sur avis argumenté du facilitateur).</p>
--	--

## **ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-9.3.4	déroge à l'article	9.1 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3	déroge à l'article	24.6.3 du CCAG
CCAP 7	déroge à l'article	15.1.3 du CCAG
CCAP 7.1	déroge à l'article	21.1 du CCAG
		16.2.1 du CCAG
CCAP 7-2.1	déroge aux articles	16.2.2 du CCAG
		16.2.3 du CCAG
		16.2.4 du CCAG
CCAP 7-2.5.1	déroge à l'article	12.2.2 du CCAG-Travaux

b) AE :

AE 3	déroge à l'article	15.1.3 du CCAG
------	--------------------	----------------